

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

OBJET :

Construction d'une PHARMACIE

PHASE : **PRO**

Maître d'Ouvrage :

SCI DES TILLEULS

Madame Stéphanie CAUQUIL

39, Chemin de CAZERS BAS

81 100 CASTRES

Maître d'Œuvre :

CABROL & BEAUVOIS ARCHITECTES

41bis, Rue Amiral GALIBER

81 100 CASTRES

Tel : 05.63.71.49.71 - fax : 05.63.71.49.70

@ : contact@cabrol-beauvois.fr



SOMMAIRE

LOT 1. P R E A M B U L E	5
1.1 OBJET DU MARCHE.....	5
1.2 DESIGNATION DU MAITRE DE L'OUVRAGE	5
1.3 MISSION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.4 SECURITE ET SANTE - COORDONNATEUR	5
1.5 BUREAU D'ETUDE GEOTECHNIQUE	6
LOT 2. PASSATION DES MARCHES.....	7
2.1 LISTE DES LOTS.....	7
2.2 DEFINITION DU MARCHE ET PIECES CONTRACTUELLES.....	7
2.3 SIGNATURE DES MARCHES.....	8
2.4 ACTE D'ENGAGEMENT	8
2.5 PRIX	8
2.6 CONSTITUTION DU DOSSIER DE REMISE DES OFFRES.....	10
2.7 ENVOI DES OFFRES	11
LOT 3. DELAIS D'EXECUTION - PHASAGE.....	13
3.1 ORDRE DE SERVICE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX	13
3.2 DELAIS D'EXECUTION	13
LOT 4. DEFAILLANCE ET RETARD DE L'ENTREPRENEUR.....	15
4.1 DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE	15
4.2 PENALITES DE RETARD	16
4.3 AUTRES PENALITES	16
LOT 5. SOUS TRAITANCE.....	18
5.1 DECLARATION DE SOUS TRAITANCE (PAIEMENT DIRECT).....	18

5.2	SOUS TRAITANT SANS PAIEMENT DIRECT	18
5.3	OFFRES CONJOINTES ET SOLIDAIRES	19
LOT 6.	VALEUR ET EXTENSION DU FORFAIT	20
6.1	VALEUR ET EXTENSION DU FORFAIT	20
6.2	CHANGEMENTS ET MODIFICATIONS APPORTES AU PROJET	21
6.3	TRAVAUX EN PLUS OU EN MOINS	21
LOT 7.	DISPOSITIONS DIVERSES	23
7.1	DOCUMENTS DE REFERENCE	23
7.2	AVIS TECHNIQUES.....	23
7.3	PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS.....	23
7.4	RELEVÉ DE COTATION SUR LES PLANS.....	24
7.5	QUALITÉS DES MATÉRIAUX	24
7.6	AUTORISATION DE CHANTIER ET DE VOIRIE.....	25
7.7	RESERVATIONS DANS LES OUVRAGES.....	25
7.8	FONCTIONNEMENT DU CHANTIER.....	26
7.9	ECHANTILLONS.....	29
7.10	MESURES D'ORDRE SOCIAL	29
7.11	LIMITE DES NIVEAUX SONORES.....	30
7.12	RÈGLEMENTATION SUR LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ	30
7.13	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	31
7.14	CONTROLES ET ESSAIS.....	32
7.15	PLANS DE RECOLLEMENT.....	33
LOT 8.	ASSURANCES.....	35
8.1	DOMMAGES	35
8.2	ASSURANCES.....	35
8.3	SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE - TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS.....	36

LOT 9. INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER	37
LOT 10.NETTOYAGES DU CHANTIER	42
LOT 11.CLAUSES FINANCIERES	43
11.1 RETENUE DE GARANTIE	43
11.2 GESTION COMPTABLE DES MARCHES.....	43
11.3 ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENT.....	43
11.4 ACTUALISATION - REVISION DE PRIX	44
11.5 RECEPTION	44
11.6 ANNEE DE GARANTIE - VERSEMENT POUR SOLDE.....	44

LOT 1. P R E A M B U L E

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les travaux de construction d'une PHARMACIE sur la commune de ROQUECOURBE au lieu-dit « Le Bourg ».

1.2 DESIGNATION DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Le Maîtrise d'Ouvrage est	SCI DES TILLEULS Madame Stéphanie CAUQUIL 39, Chemin de CAZERS BAS 81 100 CASTRES
---------------------------	---

1.3 MISSION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

Le cabinet CABROL & BEAUVOIS ARCHITECTES est titulaire d'une mission de base sans mission EXECUTION. Chaque entrepreneur devra fournir à l'Architecte pour approbation avant exécution, tous les éléments graphiques et les notes de calculs en justification des ouvrages à réaliser.

Les plans d'exécution de structure, de menuiserie, de serrurerie, etc... sont à la charge de chaque entrepreneur. Ils seront réalisés par leur propre bureau d'études ou par un bureau d'études extérieur agréé par la Maîtrise d'œuvre.

CABROL & BEAUVOIS ARCHITECTES 41 bis, Rue Amiral Galiber - 81 100 CASTRES Téléphone : 05.63.71.49.71 E-mail : contact@cabrol-beauvois.fr
--

1.4 SECURITE ET SANTE - COORDONNATEUR

Pour répondre aux exigences de la réglementation en matière de SECURITE et de SANTE sur les chantiers, le Maître de l'Ouvrage a mandaté un COORDONNATEUR chargé de la mise en place du PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE et de son application. Le coordonnateur désigné et rémunéré par le Maître d'Ouvrage est :

SERA RETENU ULTERIEUREMENT - EN COUR DE CONSULTATION

Les entrepreneurs doivent prévoir dans leur offre, toutes les dépenses relatives aux dispositions à prendre en application du décret 94.1159 du 26 décembre 1994, décrets 95.543, 95.607 et 95.608 des 4 et 6 mai 1995 en matière de SECURITE et de PROTECTION DE LA SANTE sur les chantiers.

Ils devront fournir au COORDONNATEUR tous les documents nécessaires et produire leur P.P.S.P.S (PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE) tenant compte du phasage des travaux.

1.5 BUREAU D'ETUDE GEOTECHNIQUE

Le Bureau d'étude géotechnique mandaté par le Maître d'ouvrage pour réaliser le rapport d'étude géotechnique est :

GEOSOLS ETUDES

Espace Saint-Roch - 2, Rue de l'Abattoir - Bureau hôtel d'entreprise n°2 -
81 500 LAVAUUR

Téléphone : 05.63.40.91.25

E-mail : contact@geosols.fr

LOT 2. PASSATION DES MARCHES

2.1 LISTE DES LOTS

N°	Liste des corps d'état	Rédacteurs
LOT 00	PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS	CABROL & BEAUVOIS
LOT 01	TERRASSEMENTS - VOIRIE - RESEAUX DIVERS - GROS OEUVRE	CABROL & BEAUVOIS
LOT 02	CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE - BARDAGE	CABROL & BEAUVOIS
LOT 03	MENUISERIES EXTERIEURES	CABROL & BEAUVOIS

2.2 DEFINITION DU MARCHE ET PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché est passé à prix global et forfaitaire, c'est à dire que l'entrepreneur indique un prix forfaitaire, toutes taxes comprises, pour l'exécution du travail correspondant aux données du projet. Ce prix forfaitaire qui est fixé dans l'acte d'engagement sur la base des CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES, peut toutefois être rectifié en cours d'exécution, pour tenir compte des travaux ordonnés par ordre de service, en plus ou en moins, par rapport aux prévisions initiales.

Les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de préséance :

Pièce 1	L'ACTE D'ENGAGEMENT suivant modèle joint au dossier CONSULTATION
Pièce 2	Le présent CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
Pièce 3	Les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
Pièce 4	Le CALENDRIER DES TRAVAUX précisant pour chacun des corps d'états, le développement prévu des opérations dans le temps
Pièce 5	La série des PLANS du projet (suivant liste en ANNEXE)
Pièce 6	Le RAPPORT D'ETUDE GEOTECHNIQUE
Pièce 7	Le DOSSIER D'ETUDE THERMIQUE
Pièce 8	Le PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE établi par le COORDONNATEUR
Pièce 9	Le CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés (norme française NF P03-001 homologuée par arrêté du 24 OCTOBRE 1972 et applicable dans son édition la plus récente

Observation : Il est à noter que la pièce n°9 n'est pas annexée au présent dossier car réputée connue de toutes les parties qui lui reconnaissent son caractère contractuel.

2.3 SIGNATURE DES MARCHES

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre autorisent la signature électronique des pièces constitutives du marché.

2.4 ACTE D'ENGAGEMENT

Les actes d'engagement seront établis conformément au modèle annexé au dossier d'appel d'offres. Le Bordereau de prix, suivant descriptif, avec quantités globales et prix unitaires par article, qui doit accompagner l'ACTE D'ENGAGEMENT, sera établi sur papier libre et servira, d'une part pour l'établissement des situations et d'autre part, pour le règlement des travaux modificatifs en cours d'exécution. Cette pièce n'est contractuelle que pour les prix unitaires. Les divergences éventuelles relevées en cours d'exécution par rapport aux quantités figurant à ce document, de même que les erreurs qui pourraient y être décelées dans le calcul ayant fixé le prix global, ne peuvent en aucun cas conduire à une modification de celui-ci tel qu'il figurait dans l'ACTE D'ENGAGEMENT de l'entrepreneur.

Sera déclaré nul et non avenu, tout engagement qui ne serait pas présenté dans les conditions stipulées dans le présent document.

2.5 PRIX

Sauf dispositions contraires explicitées, sont à la charge de l'entrepreneur et compris dans les prix convenus réputés forfaitaires, d'une part les frais résultant des dispositions du CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES, compris les dispositions des NOTES PRELIMINAIRES et d'autre part, tous les frais nécessités par l'exécution des travaux et notamment :

- Les frais d'installation du chantier.

- Les frais d'établissement des dossiers EXECUTION DES OUVRAGES, plans et détails dessinés des ouvrages, notes de calculs, études techniques, interventions d'ingénieurs spécialisés, plans de calepinage, de cheminement des réseaux, détails des installations techniques, etc... toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension des ouvrages entrepris et à la vérification de leur conformité aux prescriptions des CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES, des normes, règlements et législation en vigueur.
- Les frais de matériels, grues, protection, échafaudages, haubanage, échelles, cordages, ustensiles et outils de toute nature nécessaires à la préparation, à la confection et à la mise en oeuvre des ouvrages y compris les frais résultant des manutentions, levage et chargements que le chantier peut nécessiter en cours d'exécution
- Les frais inhérents au PHASAGE DES TRAVAUX.
- Les frais de transport du matériel et des matériaux au lieu de l'emploi, ainsi que dans l'enceinte du chantier, quelle que soit la distance à parcourir et les moyens à mettre en œuvre
- Les salaires et indemnités de toutes sortes à payer au personnel, les frais de transport, d'hébergement, de nourriture, d'hygiène, d'assistance médicale des ouvriers
- Les frais d'éclairage nécessaires à l'exécution des travaux de l'entreprise
- Les frais résultant des mesures intéressant la sécurité sur le chantier, notamment les dispositions réglementaires de SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE, conformément à la loi 93.1418 du 31 DECEMBRE 1993 et son décret d'application 94.1159 du 26 Décembre 1994.
- Les frais résultant des contrats d'assurances RESPONSABILITE CIVILE et GARANTIE DECENNALE imposés à chaque entrepreneur.

- Les frais résultant des mesures nécessitées par la protection des travaux exécutés, l'établissement de couvertures provisoires, de garde-corps, protections de toute nature
- Les charges et taxes sociales, fiscales et spéciales, frappant les travaux, y compris les taxes ou prélèvements spéciaux prévus dans certains départements ou communes
- Les frais généraux, les faux frais et le bénéfice de l'entrepreneur
- Les sujétions diverses dues à la coordination des entrepreneurs travaillant sur le chantier
- Les frais des essais sur les installations
- Les frais d'établissement des dossiers récolement.

2.6 CONSTITUTION DU DOSSIER DE REMISE DES OFFRES

DOSSIER ADMINISTRATIF :

- Le nom (pour les sociétés, celui du Président, du Gérant ou de l'Administrateur délégué, dûment mandaté et les pièces justifiant de l'existence légale de la société), prénom, domicile et nationalité de la personne civilement responsable signataire de l'ACTE D'ENGAGEMENT.
- La nature du ou des lots pour lesquels l'entrepreneur soumissionne.
- La copie complète de la carte professionnelle, OPQCB ou autres organismes de Qualification.
- Les attestations d'assurances, responsabilité civile et décennale, en cours de validité à la date de remise des offres.

Ces documents seront placés sous enveloppe cachetée.

DOSSIER ENGAGEMENT :

- L'Acte d'engagement (Suivant modèle joint).
- Le bordereau de prix remis en DEUX EXEMPLAIRES, chaque article du bordereau comportant les quantités évaluées par l'entrepreneur sous

sa propre responsabilité, le prix unitaire consenti et le total correspondant.

- Les variantes et les options demandées dans le CCTP devront figurer sur un document à part, toutes documentations, avis techniques, notices descriptives et échantillons devront être remis à l'appui des variantes proposées par les entreprises.

Ces documents étant placés sous enveloppe cachetée séparée de l'enveloppe ci-dessus.

2.7 ENVOI DES OFFRES

Ces deux enveloppes ci-dessus seront insérées dans une troisième enveloppe adressée exclusivement à :

SCI DES TILLEULS
Madame Stéphanie CAUQUIL
39, Chemin de CAZERS BAS
81 100 CASTRES

l'enveloppe extérieure portant la mention :

APPEL D'OFFRES POUR CREATION D'UNE PHARMACIE - NE PAS OUVRIR

Elles devront y parvenir avant la date mentionnée sur la lettre de consultation.

Deux exemplaires de la proposition (DEVIS UNIQUEMENT) seront adressés par courrier ou par mail à la Maîtrise d'œuvre :

CABROL & BEAUVOIS ARCHITECTES - 41bis Rue Amiral GALIBER - 81100 CASTRES, à l'attention de Monsieur CABROL, ou par mail aux adresses suivantes : benoit.cabrol@cabrol-beauvois.fr et olivier.simioni@cabrol-beauvois.fr

LOT 3. DELAIS D'EXECUTION - PHASAGE

3.1 ORDRE DE SERVICE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra commencer ses travaux dès la réception de l'ordre de démarrage qui lui sera notifié par le Maître d'Oeuvre sur ordre du Maître de l'Ouvrage. Les travaux seront entrepris et poursuivis pour être terminés dans les délais prescrits par le planning contractuel des travaux.

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites ou dessinées qui lui seront nécessaires. Dans ces conditions, l'entrepreneur ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour légitimer des retards ou une exécution contraire à la volonté du Maître d'Oeuvre.

3.2 DELAIS D'EXECUTION

Les travaux seront exécutés en une seule tranche. Le délai d'exécution est donné pour l'ensemble des travaux définis dans le programme et pour tous les corps d'états. Les entreprises prendront connaissance du PLANNING joint au dossier CONSULTATION.

L'ensemble des prestations tous corps d'états visées au présent CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES, devra être entièrement terminé dans le délai global des travaux conforme au CALENDRIER DES TRAVAUX (PLANNING) joint au dossier CONSULTATION.

Les phénomènes d'intempéries ne sauraient en aucune circonstance modifier le caractère forfaitaire des prix figurant dans la soumission de l'entreprise. Les journées d'intempéries demandées par l'entrepreneur seront soumises à l'approbation du Maître d'Oeuvre qui a autorité pour reconnaître le bien-fondé de la demande de l'entreprise, seules les journées d'intempéries reconnues et acceptées par le Maître d'Oeuvre seront prises en compte.

Il est précisé que si une même entreprise est chargée de la réalisation de plusieurs lots, les différents délais ne se cumuleront pas, le délai à prendre en compte pour l'ensemble des lots dont elle serait chargée sera le plus long

des délais prévus par le planning contractuel des travaux pour l'exécution de chaque lot séparément.

LOT 4. DEFAILLANCE ET RETARD DE L'ENTREPRENEUR

4.1 DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE

L'entreprise s'engage sur un calendrier des travaux qui énonce étapes décisives de la réalisation des travaux, à savoir des dates auxquelles certaines tâches précisément définies doivent être achevées.

L'entreprise qui a admis de contracter ces engagements de délais très précis en considération des contraintes du chantier rappelées en préambule autorise par avance le Maître d'Ouvrage, si elle vient à manquer à ses engagements, à la faire remplacer à ses frais avancés et à ses risques et périls par une entreprise tierce.

Cette autorisation n'est toutefois délivrée que sous réserve du respect par le Maître d'Ouvrage des conditions suivantes :

- En premier lieu, le Maître d'Ouvrage devra faire constater le manquement par l'entreprise au respect de telle ou telle étape décisive définie dans le calendrier d'exécution des travaux de telle ou telle phase : c'est à dire concrètement le dépassement du délai prévu pour une tâche déterminée.
- Le Maître de l'Ouvrage devra ensuite dénoncer ce constat à l'entreprise en la sommant à la fois de régulariser sa situation dans un délai de TROIS JOURS ouvrables et de comparaître au terme de ce délai pour voir constater soit la régularisation de la situation, soit l'état d'avancement des travaux avant mise en oeuvre par le Maître de l'Ouvrage de sa faculté de faire reprendre ceux-ci par une autre entreprise.
- En second lieu, le Maître d'Ouvrage devra notifier par pli recommandé avec accusé de réception à l'entreprise défaillante le marché qu'il signera avec l'entreprise chargée de l'achèvement des travaux, ceci avant d'imputer leur montant sur les sommes dues à l'entreprise défaillante, et/ou de lui réclamer le cas échéant, le remboursement du trop payé par rapport au marché forfaitaire initialement convenu.

Enfin, et quelle que soit l'issue de la procédure mise en oeuvre par le Maître d'Ouvrage, l'entreprise s'engage à payer les frais d'Huissier de Justice qui sera mandaté pour son exécution.

4.2 PENALITES DE RETARD

Pour compenser le préjudice causé au Maître de l'Ouvrage par un retard dans l'exécution du chantier, des pénalités seront appliquées.

Lorsque la date d'achèvement d'une tâche sera constatée postérieurement à la date égale à la date au plus tard du planning affectée à cette tâche, il sera appliqué à l'entrepreneur et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une pénalité calculée à 1/3000ème (UN TROIS MILLIEME) du montant hors taxes du marché avec un minimum de 500 € par jour calendaire.

Les pénalités de retard ne seront pas plafonnées.

4.3 AUTRES PENALITES

Des pénalités pourront être appliquées conformément aux stipulations de l'article ci-dessus :

- Retard pour remise d'un document demandé par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre, le coordonnateur et éventuellement l'organisme de pilotage et coordination. Les documents demandés par la Maîtrise d'Oeuvre, par courrier ou par compte rendu de chantier, devront être fournis dans un délai maximum de TROIS jours, passé ce délai, une pénalité de 80 Euros (Taxes comprises) par jour de retard sera appliquée.
- Retard pour remise des situations récapitulatives complètes et détaillées, l'entrepreneur devra remettre sa situation dans un délai de deux semaines suivant la fin des travaux, passé ce délai, application d'une pénalité de 80 Euros (Taxes comprises) par jour de retard à compter de la demande par le Maître d'Oeuvre.

- Retard pour le nettoyage et remise en état du chantier pénalisé sur la base de 150 Euros (Taxes comprises) par jour de retard à partir de la mise en demeure par mention sur les procès-verbaux de chantier.
- Retard pour remise des plans de recollement et des dossiers techniques de réalisation des ouvrages, pénalités de 80 Euros (Taxes comprises) par jour de retard à compter du QUINZIEME jour après la date de réception des travaux avec ou sans réserve.
- Absence ou retard de plus d'une heure à une réunion de chantier, pénalités de 80 Euros (Taxes comprises).

LOT 5. SOUS TRAITANCE

5.1 DECLARATION DE SOUS TRAITANCE (PAIEMENT DIRECT)

L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants, une ou plusieurs parties de son ouvrage, sans le consentement du Maître de l'Ouvrage et avis du Maître d'Oeuvre et sans que les dits sous-traitants aient été agréés par eux et par écrit. Les sous-traitants éventuels admis en paiement direct, seront assujettis à toutes les contraintes et sanctions prévues dans le présent CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES.

Le Maître d'Oeuvre ne pourra présenter en paiement au Maître de l'Ouvrage que les situations de travaux du SOUS TRAITANT valablement visées par l'entrepreneur titulaire. Tout manquement à cette clause repoussera la présentation de la situation de travaux jusqu'à obtention de ce visa, qui fixera également le délai de mandatement.

Le sous-traitant pourra présenter, en couverture de la retenue de garantie, une caution bancaire établie dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire et explicitées dans le présent document.

Le contrat d'ACTE DE SOUS TRAITANCE devra être conforme au contrat type de la FEDERATION NATIONALE DU BATIMENT dans son édition la plus récente depuis la date de demande d'acceptation du sous-traitant.

5.2 SOUS TRAITANT SANS PAIEMENT DIRECT

Dans le cas où l'entrepreneur titulaire assure lui-même le règlement des travaux exécutés par son sous-traitant, il devra, nonobstant l'autorisation visée ci-dessus qu'il devra obtenir de la Maîtrise d'Ouvrage, présenter les documents suivants relatifs à l'entrepreneur qu'il s'adjoint :

- Ses qualifications professionnelles.
- Ses attestations d'assurance décennale et responsabilité civile, validité inférieure à trois mois maximum.

- Une déclaration par laquelle le sous-traitant reconnaît s'interdire tout recours auprès du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre pour obtenir des paiements directs sur le compte de l'entrepreneur titulaire et le dégager de toutes responsabilités dans les éventuels litiges qui pourraient l'opposer à ce dernier.

Dans cette procédure, l'entrepreneur titulaire restera entièrement responsable vis à vis du Maître de l'Ouvrage des retards, malfaçons ou tout autre dérapage de son sous-traitant et sera seul, assujetti aux sanctions prévues dans le présent CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES au lieu et place de son sous-traitant.

5.3 OFFRES CONJOINTES ET SOLIDAIRES

Les entreprises autorisées à participer à l'appel d'offres, auront la faculté de décomposer leur lot et de soumissionner conjointement et solidairement avec des entreprises dont la spécialité et la technicité leur paraîtraient nécessaires. Les qualifications propres à chacun des intervenants devront être présentées lors de la remise de la soumission.

Toutefois, l'agrément du groupe ainsi constitué, reste du ressort du Maître de l'Ouvrage et avis du Maître d'Oeuvre.

LOT 6. VALEUR ET EXTENSION DU FORFAIT

6.1 VALEUR ET EXTENSION DU FORFAIT

Il est bien stipulé à l'avance, que la valeur du forfait devra comprendre tous les ouvrages utiles à l'exécution convenable et complète des travaux de façon à ce que leur achèvement, dans les conditions déterminées par les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES et les plans, ne donne lieu à aucun supplément de prix, le prix fixé au marché étant définitif et immuable jusqu'à l'entier achèvement du chantier.

L'entrepreneur devra donc se rendre compte dans quelle mesure les travaux concourent à l'ensemble des constructions projetées. S'il existait une omission dans le dossier consultation, l'entreprise devra compléter son information auprès de l'Architecte et des ingénieurs des renseignements ou parfaire et suppléer à un manque d'indication ou aux oublis.

Quant aux mesures de force, grosseur ou épaisseur indiquées soit aux plans, soit dans les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES, l'entrepreneur déclare s'en être parfaitement rendu compte, les trouvant suffisantes, en avoir prévu les augmentations qu'il croit nécessaire d'y apporter. Dans tous les cas, l'entrepreneur devra justifier par ses notes de calculs les sections et dimensionnements des ouvrages qu'il exécute. Ces notes seront soumises avec tous les éléments dessinés nécessaires à l'approbation de la DIRECTION DES TRAVAUX et au BUREAU DE CONTROLE avant exécution.

C'est donc après avoir suffisamment étudié les plans, coupes, élévations, détails d'exécution et les cahiers de charges, s'être entouré des renseignements pour ce qui aurait pu lui paraître douteux et visité l'emplacement où doivent être effectués les travaux, que l'entrepreneur propose un prix forfaitaire.

Il ne sera donc admis, sous n'importe quel prétexte que ce soit, ni révision, ni réclamation sur le prix convenu et l'entrepreneur ne pourra en aucun cas, arguer d'une erreur ou d'une omission, différence d'interprétation ou manque de renseignements, pour refuser l'exécution des ouvrages jugés utiles par le

Maître d'Oeuvre ou le BUREAU DE CONTROLE, ou prétendre que les travaux devraient donner lieu à une augmentation ou plus-value sur le prix forfaitaire.

6.2 CHANGEMENTS ET MODIFICATIONS APPORTES AU PROJET

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire apporter par le Maître d'Oeuvre, en cours d'exécution, tous changements qui lui paraîtraient nécessaires. Ces modifications seront notifiées à l'entrepreneur par ordre de service signé par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre.

Il est expressément stipulé que les travaux supplémentaires éventuellement acceptés par le Maître de l'Ouvrage devront être exécutés à l'intérieur du délai global contractuel des travaux sauf disposition contraire précisée dans la lettre de commande les concernant.

6.3 TRAVAUX EN PLUS OU EN MOINS

Si par suite de changements ordonnés par la Maître de l'Ouvrage, la valeur du travail était plus ou moins importante que prévue par les plans et le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES, l'entrepreneur devra réclamer un ordre écrit spécial et formel.

Les travaux en plus seront évalués de la façon suivante :

- S'ils concordent avec les ouvrages élémentaires portés sur les devis quantitatifs et estimatifs du marché : au moyen des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix de l'entreprise.
- S'ils sont assimilables à des ouvrages élémentaires portés sur les dits bordereaux ou devis : à des prix unitaires établis par analogie.
- A défaut d'assimilation sur la base de la série des prix MONITEUR DU BATIMENT en vigueur au 15ème jour précédant la date de remise des offres affectée des coefficients départementaux ou régionaux.
- Enfin, dans le cas exceptionnel où les travaux ne pourraient être réglés comme il est dit ci-avant, il serait établi des prix à l'estimation, dûment débattus entre l'Architecte représentant le Maître de l'Ouvrage et l'entrepreneur.

- Les travaux en moins seront toujours évalués aux prix unitaires initiaux du marché.

Par dérogation à la norme NF P03-001 (EDITON DECEMBRE 2000), l'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, tant que l'augmentation ou la diminution du montant des travaux, n'excédera pas 35% du montant du forfait de l'entreprise.

LOT 7. DISPOSITIONS DIVERSES

7.1 DOCUMENTS DE REFERENCE

Pour l'exécution du présent programme, les entrepreneurs se conformeront aux documents descriptifs et aux plans constituant le dossier d'appel d'offre. Les ouvrages seront conçus pour être conformes aux Normes Françaises de l'A.F.N.O.R. et pour les procédés de matériaux non traditionnels, aux prescriptions des agréments et des avis techniques délivrés par le CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DE BATIMENT.

Les entrepreneurs s'engagent à respecter les NORMES FRANÇAISES et les directives du REEF édité par le CSTB en particulier en ce qui concerne l'obligatoire application des "REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION", notamment décret n° 69.596 du 14 Juin 1969 et également le Code de la Construction (décret du 31 Mai 1978 n° 78.621 et n° 78.622).

Bien que les documents se rapportant aux différentes normes et règlements dans la construction et en particulier ceux cités ci-dessus, ne soient pas fournis lors de la présente consultation, les entrepreneurs sont réputés les connaître et ne pourront jamais arguer leur méconnaissance pour se soustraire à leurs obligations.

7.2 AVIS TECHNIQUES

Tous les matériaux non traditionnels mis en oeuvre par l'entreprise, sur acceptation de l'Architecte, bénéficieront obligatoirement, d'un avis technique établi par le CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT (CSTB)

Cet avis sera remis en examen pour avis à l'Architecte avant toute mise en oeuvre. L'entreprise aura l'obligation de respecter les exigences de mise en oeuvre édictées dans les avis. Il ne sera pas admis de matériaux ni de procédé dont l'avis est attribué à titre temporaire par le C.S.T.B.

7.3 PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS

Il est rappelé que le cabinet d'architectes CABROL & BEAUVOIS est titulaire d'une mission de base sans mission EXECUTION. Toutes les entreprises devront fournir à la Direction des travaux pour approbation et avant exécution, tous les éléments graphiques et les notes de calculs en justification des ouvrages à réaliser.

Les plans d'exécution de béton armé, de structure, de charpente métallique, etc... sont à la charge de chaque entrepreneur. Ils seront réalisés par leur propre bureau d'études ou par un bureau d'études extérieur agréé par l'Architecte.

Cette clause s'entend, également, pour les sous-traitants ou cotraitants d'une entreprise.

7.4 RELEVÉ DE COTATION SUR LES PLANS

Aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les plans pour l'exécution de travaux. L'entreprise sera tenue de vérifier sur place, avant la mise en oeuvre, les cotes indiquées aux plans et détails d'exécution, afin que s'il y avait doute ou erreur, le Maître d'Ouvre puisse en temps utiles, lui donner des explications ou faire des rectifications devant éviter toute erreur ou fausse manœuvre dont la réparation et les conséquences resteraient à la charge de l'entrepreneur. Il en sera de même pour les cotes de nivellement que l'entrepreneur devra soigneusement contrôler.

7.5 QUALITÉS DES MATÉRIAUX

Les matériaux fournis devront être de la meilleure qualité dans chaque espèce, parfaitement travaillés et mis en oeuvre conformément aux règles de l'Art et aux prescriptions des CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.

Les matériaux refusés devront être évacués du chantier dans les vingt-quatre heures à compter de la notification de refus par mention sur le procès-verbal de chantier.

Si en dépit de la surveillance, l'entrepreneur réussissait à mettre en oeuvre des matériaux de mauvaise qualité ou exécutait des ouvrages d'une façon contraire aux dispositions des pièces contractuelles, la démolition et la réfection de ces ouvrages se feraient à ses frais, risques et périls, sans considération des conséquences et ce à quelque époque que la constatation en soit faite, y compris les incidences entraînées par sa négligence sur les ouvrages des autres corps d'états.

Lorsque dans les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES il est indiqué des origines ou marques avec faculté d'équivalence, le Maître d'Oeuvre aura toujours le droit d'exiger la fourniture de matériaux ou objets dont les marques auront été stipulées.

Des prélèvements de matériaux seront opérés au cours de l'exécution pour être soumis aux essais et au contrôle d'équivalence par rapport aux prescriptions du Descriptif des travaux.

Les matériaux ne pourront être mis en oeuvre qu'après le résultat de l'essai. Ceux qui auraient été employés et n'offriraient pas toute garantie à la suite de l'essai, seraient démolis par l'entrepreneur et les ouvrages reconstruits à ses frais, sur simple demande du Maître d'Oeuvre.

7.6 AUTORISATION DE CHANTIER ET DE VOIRIE

L'entrepreneur chargé de la réalisation des accès de chantier, fera les démarches nécessaires auprès des concessionnaires et administrations (Préfecture, Services Municipaux, services de l'équipement, Compagnies concessionnaires des eaux, gaz, électricité, téléphone, etc...) pour régler les questions que pourrait faire naître l'exécution des travaux et obtenir les instructions exactes et les autorisations nécessaires.

Les frais de ces démarches et autorisations seront entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable des accès.

7.7 RESERVATIONS DANS LES OUVRAGES

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE réservera tous les percements nécessaires à la fixation des ouvrages des autres corps d'états ainsi que les réservations spécifiques demandées, sauf indications contraires du CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES. Les entreprises du second oeuvre devront tous scellements, rebouchages et raccords, pour parachèvement des travaux.

Toutes les entreprises intervenantes sur le site devront réaliser, sans supplément de prix ni de délai, les diverses réservations qui seront demandées par les autres corps d'état pour passage des câbles, canalisations, pose d'appareillage, etc...

Pendant la période de préparation, les entreprises devront remettre aux entreprises concernées, toutes précisions nécessaires pour percements et réservations. Les percements, trous, etc... non signalés ou prévus après coup, seront à la charge des corps d'états qui en font la demande.

7.8 FONCTIONNEMENT DU CHANTIER

Chacune des entreprises sera réputée, avant la remise de son offre :

- Avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la préparation des travaux ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et des locaux existants et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc...), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux,

ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc...)

- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES des travaux, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du Maître d'Oeuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (services de l'Equipement, services municipaux, service des eaux, ELECTRICITE DE FRANCE, GAZ DE FRANCE, FRANCE TELECOM, etc...)

L'entrepreneur peut utiliser des voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Il devra en assurer l'entretien et faire procéder au nettoyage, à leur réfection au fur et à mesure de l'exécution des travaux par sa propre entreprise ou une entreprise extérieure et à ses frais.

STOCKAGE DE MATERIEL OU DE MATERIAUX :

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux et aucun atelier de chantier ne doit être établi à l'intérieur du bâtiment, sauf autorisation écrite spéciale du Maître de l'Ouvrage.

PLANS D'INSTALLATION DE CHANTIER :

Avant la date d'expiration de la période de préparation, l'entrepreneur chargé de l'organisation matérielle et collective du chantier, remettra pour approbation au délégué du Maître de l'Ouvrage, un plan d'installation de chantier et un planning de montage des installations provisoires pour l'ensemble de la durée des travaux.

Sur ce plan devront figurer :

- L'emplacement des bureaux de chantier et des locaux sociaux
- L'emplacement des monte-matériaux, s'il y a lieu

- Les baraquements de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués de chaque entreprise avec les surfaces de stockage à l'air libre ainsi que les parcs à acier, s'il y a lieu
- Les postes de transformation de chantier, les surpresseurs, s'il y a lieu et les réservoirs d'eau
- Les schémas des branchements et de distribution provisoires d'eau et d'électricité
- Les schémas des raccordements aux réseaux d'évacuation, emplacement des fosses étanches éventuelles, etc...
- La voirie provisoire secondaire, tant pour la circulation des véhicules que pour celle des piétons ainsi que les accès avec indication éventuelle des sens obligatoires de circulation
- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier, des clôtures et des accès au bureau de chantier
- L'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie
- L'emplacement des parkings provisoires du personnel et de la direction de chantier
- Les zones de mise en dépôt provisoire des terres végétales et des déblais en attente de réemploi pour les remblais, ainsi que les zones d'accès interdites
- Tous détails d'installation rendus nécessaires par l'application des règlements sur la sécurité des travailleurs sur les chantiers, notamment en concordance avec le PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE et les demandes particulières du coordonnateur.

CARNET DE CHANTIER :

Il sera tenu sur le chantier, un cahier de chantier sur lequel seront enregistrés les procès-verbaux des rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des entrepreneurs présents et sur lequel le Maître d'Oeuvre inscrit toutes les

instructions ou observations ne faisant pas de sa part l'objet de notifications écrites par une voie différente.

Les entreprises sont tenues, sauf autorisation contraire de la Direction du chantier, de se faire représenter à chaque rendez-vous de chantier, par un représentant qualifié de l'entreprise et agréé par le Maître d'Oeuvre.

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur le cahier de chantier et d'y apposer leur signature.

Les instructions portées par le Maître d'Oeuvre sur le cahier de chantier valent ordre pour chaque entrepreneur intéressé, toute suite devant y être donnée à la diligence du Chef de chantier.

7.9 ECHANTILLONS

L'entreprise est tenue de fournir les échantillons d'appareillage et de prototypes des ouvrages prévus dans les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES qui lui seront demandés par le Maître d'Oeuvre.

Les échantillons seront entreposés par l'entrepreneur dans un local annexe au Bureau du Maître d'Oeuvre, les échantillons retenus seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entreprise, sinon à ses risques et périls, avant l'acceptation de l'échantillon correspondant.

7.10 MESURES D'ORDRE SOCIAL

APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL :

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre des ouvriers employés sur le chantier, sera celle prévue par la réglementation en vigueur à la date d'ouverture du chantier pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix

pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE SUR LE CHANTIER :

Les dispositions du PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE et SANTE sont applicables, étant précisé qu'il appartient à l'entrepreneur de se procurer les autorisations administratives nécessaires à l'organisation de son chantier.

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE réalisera un bureau convenant aux besoins de l'Administration et de son Maître d'Oeuvre. Cette construction devra être éclairée et chauffée.

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène seront prises par l'entreprise de GROS OEUVRE qui devra prévoir les locaux sociaux pour le personnel. Le projet des installations de chantier indiquera notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leur date de réalisation ; ces dates devront être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène soient toujours adaptées aux effectifs.

Les normes de ces locaux seront au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur. Ils devront bénéficier de l'éclairage naturel.

Les accès aux locaux du personnel devront être assurés depuis l'entrée du chantier, dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

7.11 LIMITE DES NIVEAUX SONORES

Les entrepreneurs devront respecter les dispositions réglementaires en vigueur relatives à la limitation des niveaux sonores émis par des engins et appareils.

7.12 REGLEMENTATION SUR LA SECURITE ET LA SANTE

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.G.C.S.P.S) :

Les entreprises concourantes à l'exécution des travaux, titulaires et sous-traitants, devront se conformer à la loi 93.1418 du 31 décembre 1993 et au décret 94.1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.

Chaque entrepreneur remettra au COORDONNATEUR son PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE qui sera en harmonie avec le PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE établi par le coordonnateur.

Le P.P.S.P.S de chaque entreprise sera établi dans le délai de préparation du chantier visé à l'article correspondant ci-dessus.

Le COORDONNATEUR et l'organisme représentant le Maître de l'Ouvrage au titre de l'application des règles de santé et de sécurité est cité en début de document.

Tous les intervenants auront obligation de remettre au COORDONNATEUR les documents concernant l'établissement du P.G.C.S.S du chantier et devront répondre favorablement à toutes demandes du coordonnateur. Le non-respect de cette clause pouvant entraîner les sanctions prévues par la loi et l'application des pénalités prévues dans le présent document.

Chaque entreprise participante aux travaux supportera les dépenses entraînées par l'organisation collective de santé et de sécurité.

Vu l'importance du chantier, il sera mis en place dès le démarrage, un COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL C.I.S.S.C.T.

7.13 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Pour assurer la coordination du chantier, l'Architecte organisera une réunion de travail toutes les semaines. La date et l'heure seront fixées ultérieurement. En phase de finition, ou pour le règlement de travaux importants, il pourra

être demandé aux entrepreneurs d'être présent à des rendez-vous supplémentaires.

Des PENALITES pour absence aux réunions hebdomadaires ainsi que des pénalités pour retard aux réunions seront appliquées, les modalités et les montants de ces pénalités sont définies dans le présent document. Les entrepreneurs, ou leurs représentants qualifiés, sont tenus d'être présents à ces réunions, faute pour eux d'être retenus pour responsables des ouvrages exécutés en leur absence.

7.14 CONTROLES ET ESSAIS

Chaque entrepreneur mettra à la disposition du Maître d'Œuvre le personnel, le matériel et les échantillons nécessaires à l'exécution des essais techniques et ceci autant de fois que nécessaire.

Chaque entreprise devra réaliser les autocontrôles de ses ouvrages, c'est à dire qu'elle devra assurer avant réception des travaux et pour chaque ouvrage spécifique les contrôles in situ des caractéristiques techniques et performances de sa fabrication en fonction des prescriptions du présent document et des prescriptions réglementaires et normatives françaises.

La remise en état des ouvrages, après prélèvement in situ d'échantillons, incombe à l'entreprise de même que tous les consommables nécessaires à la réalisation des essais.

En outre, les entreprises concernées effectueront les essais et vérifications de fonctionnement des installations techniques et établiront les PV conformément aux dispositions figurant dans les documents techniques de l'AGENCE QUALITE CONSTRUCTION.

Pour les performances exigées dans le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES, degrés coupe-feu, stabilité au feu, classement d'étanchéité, isolation phonique et thermique, etc... l'entreprise devra remettre au Maître d'Oeuvre, avant toute mise en oeuvre, les procès-verbaux des essais réalisés en laboratoires agréés attestant de ces performances.

La totalité des frais incombant aux essais est à la charge de l'entrepreneur, il est rappelé que ce dernier a une obligation de résultat vis à vis des essais satisfaisants au regard des performances demandées dans les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES des travaux ou découlant de l'application des textes législatifs ou normatifs.

7.15 PLANS DE RECOLLEMENT

Avant la RECEPTION DES TRAVAUX, l'entrepreneur devra remettre le dossier des OUVRAGES EXECUTES, ce dossier comprendra :

- Les PLANS D'EXECUTION des ouvrages avec les notes de calculs acceptées.
- Les certificats des traitements particuliers stipulés dans les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES ou découlant de l'application des DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES, traitement anticorrosion, traitement IFH des bois, traitement spécifiques COUPE FEU, etc...
- Les notices techniques d'utilisation, d'entretien et de maintenance du matériel et de l'appareillage mis en oeuvre.
- Les certificats de garantie particuliers inhérents à l'appareillage ou aux installations.
- Les plans de recollement des divers réseaux et les caractéristiques des prestations réalisées.
- Les PROCES VERBAUX d'essais en laboratoires pour les matériaux COUPE FEU.
- Les PROCES VERBAUX d'essais en laboratoires pour les ouvrages devant présenter des qualités acoustiques ou d'étanchéité.
- Les PROCES VERBAUX des essais des installations en ordre de marche.
- Les AVIS TECHNIQUES des matériaux mis en oeuvre.

Ces dossiers d'ouvrages exécutés seront établis sur support de stockage amovible (CD-ROM ou clé USB) sous forme de documents numériques pouvant être dupliqués.

Cette clause s'entend, également, pour les sous-traitants ou cotraitants d'une entreprise.

LOT 8. ASSURANCES

8.1 DOMMAGES

Les accidents ou dommages de toute nature occasionnés par les travaux ou du fait des travaux, sont à la charge de l'entrepreneur qui les cause.

L'entrepreneur aura à la charge entière, les dépenses occasionnées par les soins, secours et indemnités dus aux ouvriers et employés, victimes d'accidents survenus sur le chantier, ainsi que les secours et indemnités dus à leur famille.

Il sera soumis à cet égard, à toutes obligations qui résultent des règlements en vigueur au jour de l'appel d'offres, ainsi que des lois promulguées, applicables à l'ensemble des travaux publics ou privés.

8.2 ASSURANCES

Dans un délai de QUATRE jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, devront justifier qu'ils sont titulaires auprès de compagnies d'assurance notoirement connues et agréées :

- D'une assurance RESPONSABILITE CIVILE CHEF D'ENTREPRISE garantissant le Maître de l'Ouvrage et les tiers en cas d'accidents, incendie ou dommages causés par l'exécution des travaux.
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent l'article 1792 (Responsabilité vis à vis du Maître d'Ouvrage) et l'article 2270 (GARANTIE DECENNALE) du Code Civil.

Eventuellement, assurance contre le vol, l'incendie et contre toutes catastrophes couvrant les matériaux approvisionnés par l'entrepreneur et faisant l'objet d'un acompte sur approvisionnement.

Pour des matériaux et fournitures, non traditionnels, dont les conditions d'emploi et de mise en oeuvre ne relèvent pas de la définition d'une norme AFNOR, d'un Document Technique Unifié ou d'un avis technique émanant du

CENTRE SCIENTIFIQUE et TECHNIQUE DU BATIMENT, que l'entrepreneur souhaiterait mettre en oeuvre, ce dernier devra garantir le Maître de l'Ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux ou fournitures mis en oeuvre sur sa proposition et sous son entière responsabilité. Cette garantie sera matérialisée par une assurance auprès d'une compagnie qui couvrira tous les travaux nécessaires pour le changement des matériaux ou fournitures incriminés y compris les travaux de remise en état des lieux et sites.

Il est précisé que la mise en oeuvre de tels matériaux ou fournitures ne sera autorisé que sur ORDRE DE SERVICE émanant du Maître de l'Ouvrage sur avis du Maître d'Oeuvre.

L'entrepreneur devra fournir, dès notification du marché les attestations des assurances concernant ses polices Responsabilité Civile et Décennale. Les attestations des assurances s'appliquant directement au chantier devront être rédigées avec mentions claires des sommes assurées et du bénéficiaire.

A chaque demande du Maître d'Oeuvre, l'entrepreneur devra fournir les attestations de validité et quitus des assurances dont il est redevable au titre du marché.

Ces attestations devront être nominatives au chantier avec abrogation de la règle proportionnelle, valable à la date d'ouverture de chantier.

Elles devront par ailleurs préciser l'intégralité des activités garanties, celles-ci devant être conformes aux travaux réalisés.

Les montants des garanties accordées par l'assurance devront être confirmés par l'assureur dommage ouvrage de l'opération.

8.3 SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE - TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS.

Toutes les entreprises intervenant sur le site et quelque-soit leur statut, titulaires, sous-traitantes ou cotraitantes, devront produire au plus tard TROIS SEMAINES avant l'intervention, une attestation visant à assurer le Maître de l'Ouvrage sur les dispositions à prendre par chacune d'elle vis à vis de la SECURITE INCENDIE lors des interventions par points chauds.

LOT 9. INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

L'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE sera chargé de la mise en place de l'ensemble des installations communes de chantier et du maintien de la sécurité sur le chantier. Il devra en assurer l'entretien et la maintenance jusqu'à la réception définitive des travaux.

Toutes les prestations dont la liste suit, sont à la charge du titulaire du lot GROS ŒUVRE et contenues dans le montant de son forfait :

REALISATION DES INSTALLATIONS COMMUNES

La période de préparation servira en outre à l'exécution des installations communes de chantier, clôture, base de vie, parking, alimentation en fluides, etc... de telle sorte qu'à la date de l'ordre de service, les entreprises puissent intervenir immédiatement dans l'exécution du projet.

Ces installations seront réalisées et déplacées en cours d'exécution suivant besoins et demandes de la Maîtrise d'œuvre.

ACCES AU CHANTIER - AIRE DE CHANTIER - PARKING - VOIE DE CIRCULATION AUTOUR DU BATIMENT A CONSTRUIRE

Au démarrage des travaux, l'entreprise du lot GROS-OEUVRE réalisera les différentes voies et aires de chantier après connaissance de l'ensemble des besoins.

Ces zones seront traitées en GNT 0/20 et devront obtenir un module de réaction EV2 \geq 50 MPa.

ENTRETIEN DES VOIES

Les voies ainsi que les aires diverses de chantier seront entretenues par le titulaire du lot GROS-ŒUVRE.

EVACUATION DES EAUX PLUVIALES

Le réseau d'évacuation des eaux pluviales des zones de chantier, voiries et aires d'occupation provisoire, sera créé dès le lancement des travaux afin de diriger les eaux de ruissellement vers l'exutoire pluvial existant.

ESSAIS DE PORTANCE

Des campagnes d'essais seront réalisées par un organisme agréé de la Maîtrise d'œuvre. Cet organisme sera entièrement rémunéré par l'entreprise qui aura obligation de résultat d'obtenir des assises dont la portance est compatible avec la destination envisagée.

Les essais devront démontrer pour toutes les plateformes de chantier :

- Que le module de réaction EV2 > 50 MPa
- Que le rapport EV2/EV1 est inférieur ou égal à 2.

VOIES ET AIRES DE CHANTIER PROVISOIRES EN FIN DE CHANTIER

Toutes les voies et aires de chantier provisoires seront démolies en fin de chantier par l'entrepreneur du lot GROS-OEUVRE pour confection des ESPACES VERTS ou conservées et remises en état pour les zones de voirie ou sous l'emprise des dallages extérieurs.

ALIMENTATION DU CHANTIER EN EAU ET ELECTRICITE

Les branchements en EAU POTABLE et ELECTRICITE seront réalisés par le titulaire du lot GROS OEUVRE pour permettre l'alimentation des divers points du chantier, conformément aux prescriptions de mise en service des compagnies concessionnaires.

Toutes les redevances de mise en service et de consommations seront acquittées par l'entrepreneur du lot GROS OEUVRE et ce jusqu'à finition complète des travaux tout corps d'état.

Les points de desserte des diverses alimentations seront installés en fonction des demandes des autres corps d'état. En ce qui concerne les points de desserte en énergie ELECTRIQUE, il sera prévu des coffrets avec 8 prises protégées par canton, un canton représentant une surface de 200 m² environ ou un point particulier d'intervention.

Les coffrets seront déplacés en fonction de l'avancement du chantier, du phasage des travaux et suivant besoins.

Sera prévu notamment :

- La fourniture et la pose de l'éclairage provisoire de chantier
- La fourniture et pose de l'éclairage de sécurité provisoire du chantier
- La fourniture, pose et raccordement d'une armoire principale de chantier, alimentée depuis un comptage tarif jaune de chantier à mettre en place avec le concessionnaire local. Cette armoire devra posséder un indice de protection approprié au lieu d'installation et comprendra :
 - Un arrêt d'urgence du type coup de poing
 - Un disjoncteur général différentiel équipé d'une bobine à émission et des contacts O/F
 - Les disjoncteurs de protection pour l'alimentation des gros équipements
 - Les disjoncteurs de protection pour l'alimentation des bungalows
 - Les disjoncteurs de protection pour l'alimentation des coffrets de chantier
- La fourniture, pose et raccordement des coffrets de chantier qui permettront aux différents corps d'état de brancher leurs différents outillages

CLOTURES DE CHANTIER

Le site sera entièrement clôturé en éléments préfabriqués grillagés de forte section fixés sur montants acier avec plots de stabilité posés au sol. Les clôtures seront déplacées chaque fois que nécessaires pour l'avancement du chantier.

L'accès sera équipé d'un portail de grande largeur (6 mètres environs) avec cadenas de condamnation.

SIGNALISATIONS

L'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE assurera la mise en place des panneaux de signalisation réglementaire, suivant les normes de sécurité et demandes du COORDONNATEUR SECURITE SANTE. Il aura à sa charge tous les affichages réglementaires concernant la sécurité du public et du personnel

ainsi que de celles circulant sur les voies publiques et privées à proximité du chantier.

CANTONNEMENT

- Le cantonnement sera en adéquation avec l'effectif et devra tenir compte des contraintes imposées par le COVID 19 (cf. guide OPPBTP).
- LOCAUX SOCIAUX
 - Installation, branchements et raccordements des divers locaux sociaux pour l'ensemble du personnel de chantier TOUS CORPS D'ETAT
 - Les VESTIAIRES seront à la charge de chaque entreprise pour leur propre personnel.
 - Ces installations seront pourvues des équipements réglementaires adaptés à l'effectif du chantier, alimentation en eau potable, branchement au réseau EU-EV existant ou fosse toutes eaux étanche, recueillement des eaux de pluie, électricité, etc...
 - En cas d'installation d'une fosse toutes eaux, les frais de vidange et d'entretien seront à la charge de l'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE.
- LOCAL ADMINISTRATIF
 - Prévoir le bureau de chantier nécessaire à l'organisation des réunions de chantier, à la Direction des travaux, au coordonnateur sécurité et au stockage des échantillons, compris éclairage et chauffage du local.
 - Le BUREAU DE CHANTIER sera réalisé par juxtaposition de bungalow pour une surface libre pouvant accueillir 10 personnes. Il sera équipé :
 - D'un sanitaire.
 - Du mobilier pour recevoir 10 personnes (tables, chaises, armoires de rangement, etc...)

- Des bottes et casques pour la Maîtrise d'œuvre et d'ouvrage.
 - D'une armoire à pharmacie réglementaire
- Le nettoyage et l'entretien du local sont à la charge exclusive du lot GROS OEUVRE.

NETTOYAGES ET ENTRETIEN

L'entretien des diverses installations de chantier et des protections sera exclusivement à la charge du lot GROS OEUVRE.

L'entrepreneur du lot GROS-ŒUVRE assurera l'entretien quotidien des locaux sociaux et du local administratif conformément aux dispositions du guide de **l'OPPBTP (COVID 19)** ainsi que le renouvellement des consommables (papier, savon, lingettes, gel ...).

REPLIEMENT DES INSTALLATIONS

Avant la date de réception des travaux, réception générale ou partielle suivant phasage, l'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE assurera la dépose des installations de chantier (baraquements, clôtures, fosse toutes eaux, etc.) et la remise en état éventuelle des dégradations sur les ouvrages existants conservés au projet.

NOTE SUR LE PLAN GENERAL DE COORDINATION

L'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE devra tenir compte dans l'élaboration quantitative et qualitative des sujétions d'installations communes de chantier, des demandes spécifiques édictées dans le PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE joint au présent dossier.

LOT 10. NETTOYAGES DU CHANTIER

Chaque entrepreneur est tenu de ramasser et d'évacuer aux décharges publiques agréées, ses gravois et ceci au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Chaque entrepreneur doit procéder au nettoyage ou à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Les entrepreneurs doivent également nettoyer leurs ouvrages au fur et à mesure de leur finition et poser les protections sur les ouvrages fragiles qu'ils devront ensuite déposer et évacuer en fin de travaux.

En cas de carence d'une entreprise, le maître d'oeuvre peut décider par simple mention sur le compte rendu de chantier, de faire exécuter les nettoyages par une autre entreprise du chantier, voire une entreprise extérieure et de l'imputer par quotes-parts à l'entreprise en cause.

Gros gravois et éléments déposés

Toute entreprise d'un Corps d'Etat qui a en charge la démolition ou la dépose d'un ouvrage ou d'un équipement existant, générant un volume important, doit en assurer l'évacuation complète aux décharges publiques agréées.

LOT 11. CLAUSES FINANCIERES

11.1 RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie est fixée à 5 % (CINQ POUR CENT) du montant des travaux.

Le solde de cette retenue sera libéré à la fin de l'année de garantie.

Une caution bancaire, d'un montant égal à cette retenue, pourra lui être substituée, sous condition qu'elle émane d'un Etablissement bancaire notoirement connu et agréé et qu'elle soit établie conformément à la loi n° 72.1166 du 23 décembre 1972.

11.2 GESTION COMPTABLE DES MARCHES

Les situations mensuelles relatives à chacun des lots seront établies dans les formes prescrites par l'Architecte et adressées à celui-ci au plus tard le 25 du mois au cours duquel ces travaux auront été exécutés. Elles seront CUMULATIVES.

Les situations seront remises au Maître d'Oeuvre au plus tard le 25 de chaque mois, elles seront vérifiées et transmises au Maître de l'Ouvrage pour règlement.

Les règlements s'effectueront dans le respect de la loi de modernisation de l'économie, à savoir :

45 jours fin de mois

11.3 ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENT

Des acomptes sur approvisionnement pourront faire l'objet d'un versement de la part du Maître de l'Ouvrage sous condition expresse :

- Que les matériaux approvisionnés soient stockés sur le chantier dans un parfait état de protection et d'emballage.
- Que ces matériaux bénéficient d'une assurance contre le vol, l'incendie et contre toutes catastrophes pouvant les détruire ou les dégrader.

Le Maître de l'Ouvrage exigera une caution bancaire contre le versement de l'acompte sur approvisionnement, cette caution bancaire sera équivalente au montant de l'acompte versé par le Maître de l'Ouvrage, elle sera obligatoirement établie par un organisme bancaire notoirement connu et agréé, elle couvrira le montant TAXE COMPRISE de l'acompte.

L'acompte sur approvisionnement sera déduit des sommes dues à l'entrepreneur dès que la mise en oeuvre des matériaux, objet de la demande d'acompte, aura atteint 50 %, la mainlevée de caution fournie en garantie du remboursement des avances faites à l'entrepreneur ne sera donnée qu'à la mise en oeuvre totale des matériaux.

11.4 ACTUALISATION - REVISION DE PRIX

Les prix du présent marché seront fermes, non actualisables et non révisables jusqu'à la TERMINAISON COMPLETE DES TRAVAUX (RECEPTION DES TRAVAUX) même s'il y avait dépassement du DELAI D'EXECUTION provoqué par la défaillance d'une quelconque entreprise.

11.5 RECEPTION

Elle aura lieu à terminaison de l'ensemble des travaux objet du marché, le procès-verbal de réception mentionnera, le cas échéant, les omissions, imperfections ou malfaçons constatées.

Les entrepreneurs disposeront d'un délai défini par le Maître d'œuvre exécution dans le procès-verbal des OPR pour parfaire leurs travaux et provoquer la levée des réserves. Passé ce délai, il sera fait application de l'article PENALITES du présent CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES.

11.6 ANNEE DE GARANTIE - VERSEMENT POUR SOLDE

Elle prendra fin UN AN après la réception et la levée des réserves.

Le versement de la retenue de garantie ou la mainlevée de cautionnement, sera effectué conformément à la loi n°72.1166 du 23 décembre 1972.

